



FORM' ACTION

FEDERATION CGT DES SOCIETES D'ETUDES

263 rue de Paris - Case 421 - 93514 MONTREUIL CEDEX

Tél : 01 55 82 89 41 - Fax : 01 55 82 89 42 - Email : fsetud@cgt.fr - Site : <http://www.soc-etudes.cgt.fr>

LA CRISE [Journée d'étude du 15 Décembre 2015]

Intervenant : Claude JACQUIN/Cabinet APEX ISAST

La journée se structure autour de 6 thèmes :

- La stagnation de l'Europe ;
- La dette des pays pauvres ;
- Le ralentissement de la Chine ;
- L'instabilité des marchés financiers ;
- Pétrole et matières premières ;
- Guerres et risques géostratégiques ;

Depuis quelques mois, les pronostics alarmistes se multiplient : Christine Lagarde du Fonds Monétaire International énonce les « *raisons d'être inquiets sur le front économique* » et Jacques Attali annonce que « *le monde s'approche d'une grande catastrophe économique* ». Les raisons de cette inquiétude sont variées, avant de décrire la conjoncture économique, que sait-on de la crise qui vient ?

La croissance ralentit, principalement dans les pays émergents, hormis l'Inde. Ce phénomène s'autoalimente avec la baisse du prix des matières premières et se transmet aux pays avancés. Le commerce international ralentit lui aussi, au même rythme que le PIB (Produit Intérieur Brut) mondial, comme si la mondialisation productive avait atteint un plafond. La zone Euro enregistre une très timide et inégale reprise.

Les Etats-Unis et le Royaume Uni tirent leur épingle du jeu, mais la croissance tend à ralentir dans un cas et apparaît artificielle dans l'autre.

Du côté de « *la sphère financière* », le « *quantity easing* » (assouplissement quantitatif) nourrit des bulles d'actifs plutôt que l'investissement productif, qui lui stagne. La seule perspective, jusqu'ici repoussée, d'une remontée des taux de la FED (Banque Fédérale Américaine) pèse comme une épée de Damoclès qui suffit à déstabiliser les monnaies et les marchés financiers de nombreux pays.

Position du problème

Comprendre globalement la crise et ses enjeux, c'est le but de cette journée d'études qui fait un tour d'horizon des causes de cette crise structurelle. C'est à travers le décryptage des modalités de gestion, basée sur un nouveau mode d'accumulation et de profit basé sur la régression sociale et l'augmentation des inégalités que nous abordons cette journée.

Textes de références

- **Powerpoint APEX ISAST Conjoncture économique décembre 2015**
- **Jean - Marie HARRIBEY : Cf. textes alternatives-économiques**
- **Michel HUSSON : Cf. textes sur hussonet.fr**

« L'incertitude et des forces complexes pèsent sur la croissance mondiale » dicit le FMI dans ses dernières perspectives d'octobre 2015. On peut tirer trois caractéristiques essentielles de la conjoncture :

- l'économie mondiale est détraquée ;
- les « séquelles de la crise financière mondiale » (dixit Christine Lagarde) sont toujours présentes sous forme d'endettement d'un niveau élevé ;
- la stagnation séculaire menace : c'est « la nouvelle médiocrité » selon Christine Lagarde.

Au fondement de cette configuration, il y a l'épuisement des gains de productivité. Cette tendance n'est pas nouvelle, puisqu'elle s'est enclenchée au milieu des années 1980, avec de fortes fluctuations, notamment aux Etats-Unis. Or, la productivité, et plus directement la productivité globale des facteurs, est un élément essentiel de la dynamique du taux de profit. Ce dernier s'est pourtant rétabli dans les principaux pays capitalistes, en dépit de cet épuisement de la productivité.



Cette prouesse n'a pu être réalisée que par la mise en place de toute une série de dispositifs : financiarisation, endettement, inégalités, baisse de la part salariale dans la valeur ajoutée, etc. Et grâce à la mondialisation productive, il était possible de capter une partie des gains de productivité spectaculaires réalisés dans les pays émergents. Dans le même temps, la raréfaction des occasions d'investissement rentable a conduit à une stagnation du taux d'investissement productif. C'est ce modèle qui est entré en crise en 2008. La gestion de cette crise a été menée selon deux principes essentiels : ne pas solder les comptes et reconstituer le modèle néo-libéral d'avant crise, en cherchant à en contrôler les effets les plus délétères. Il s'agissait en pratique de garantir les droits de tirage acquis par le « 1% » et la liberté d'action des banques et des multinationales. Certaines des modalités de cette gestion de la crise tendent à disparaître, d'autres se révèlent contre-productives. Le trait le plus important et le plus lourd est sans doute de reconstituer la « chinamérique », autrement dit l'axe qui structurait l'économie mondiale avant la crise. La Chine est entrée dans une phase de transition, vers un modèle de croissance centrée sur la demande intérieure. Les Etats-Unis ont pu réduire leur déficit commercial, en partie grâce à leurs nouvelles sources d'énergie. Cette rétraction, avec ses effets collatéraux sur les pays émergents et l'Europe, déséquilibre toute l'économie mondiale.

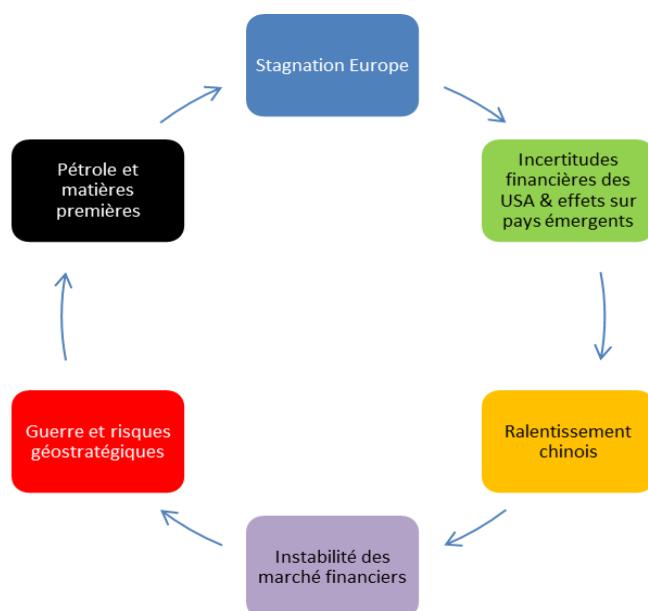
LES FACTEURS DE LA CRISE

La croissance rapide de la Chine et d'autres pays émergents (Inde) a engendré une augmentation de leur épargne au-delà de leur investissement, qui ne peut être absorbé que par le reste du monde. Or, si ce reste du monde ralenti (Etats-Unis) ou stagne (Japon et Europe) et ne peut absorber ce trop-plein d'épargne, alors c'est la croissance de la Chine et autres pays émergents qui ne peut plus être soutenue aussi fortement qu'auparavant, bien que les autorités chinoises fassent tout pour redresser le cours de la bourse.

UN BEL ECLATEMENT

Croissance PIB	2015	p 2016	Taux d'inflation	2015
Monde	3,1	3,4	Etats-Unis	0,6
Etats-Unis	2,4	2,5	Zone €uro	0,2
Zone €uro	1,5	1,7	France	0,2
France	1,0	1,3	Allemagne	0,2
Japon	0,9	1,2	Royaume Uni	0,2
Chine	6,9	6,4	Japon	0,5
Inde	7,3	7,6	Chine	1,8
Brésil	-3,0	-1,5	Russie	13,0
Russie	-4,5	-0,5	Brésil	9,8

FACTEURS DE CRISE



L'Europe entre dans la stagnation à cause des coûts reportés de la crise de 2008 dû au poids de la dette. Des politiques d'austérité qui asphyxient l'activité, des attaques sociales qui compriment la demande des ménages, le chômage et les salarié-e-s en grande précarité qui restreint la consommation, la Banque Européenne qui s'entête à vouloir atteindre un taux d'inflation impossible à 2% , les limites du « *Quantity Easing* » et du taux de dépôt (-0,3%) sont autant d'éléments de crise.

La dette des pays pauvres à plusieurs origines :

- le recours de l'Etat aux marchés financiers, l'interdiction de faire appel aux banques centrales depuis 1973 en France et l'article 123 du Traité Européen qui a eu pour effet la hausse des taux d'emprunt ;
- L'injection massive de fonds aux banques dans la crise de 2008-2009 sans contrôle public concernant l'affectation des ressources allouées ;
- La baisse des recettes de l'Etat amplifiée par la baisse de l'activité ;
- Les effets de la politique fiscale dégressive des états en faveur des grandes entreprises et en faveur des privilégiés ;

- Les niches fiscales (recensées et déclassées) considérées depuis 2006 comme une modalité fiscale normale ;
- L'évasion fiscale.

La redistribution de la richesse se fait au profit des riches.

Le ralentissement chinois :

La Chine a quitté semble-t-il définitivement ses taux de croissance supérieur à 10% pour s'installer entre 6 et 7%. C'est encore une très forte croissance, mais qui a un impact sur le reste du monde en termes de moindre demande, notamment de matières premières. Ce ralentissement a un impact mondial et se matérialise par :

- Un capitalisme sauvage fortement tourné vers l'exportation versus croissance de la demande interne,
- Des risques financiers et bancaires (mini crack Shanghai)- shadow banking (système bancaire parallèle) une corruption surdéveloppée,
- Stagnation persistante et risque financier dans l'immobilier,
- Mouvement de concentration du capital,
- Secteur industriel en surcapacités, sur fond de demande intérieure et internationale terne comme en témoigne un nouveau plongeon du commerce extérieur en novembre 2015,
- Ralentissement du taux de croissance et donc fléchissement des importations,
- Effet sur les marchés des matières premières des pays africains et latino-américains avec baisse des cours.



Les Etats Unis impact mondial de la FED :

La banque fédérale américaine va remonter ses taux pour limiter l'inflation et laisser des marges de manœuvre à la banque centrale en cas de nouveau ralentissement économique – les taux pourraient alors être revus à la baisse pour relancer la croissance avec un impact mondial qui se caractérise par une petite reprise. Mais la crise sociale demeure. La FED doit infléchir un jour son « *Quantity Easing* » assimilable à la réduction du dopage des marchés financiers. La maîtrise de l'inflation génère une légère hausse des taux d'intérêt. Les capitaux flottant quittent certains pays émergents (Brésil, Indonésie...) pour gagner la place américaine.

Instabilité des marchés financiers :

Les banques (surtout européennes) ont réduit leurs actifs les plus vulnérables ; ce qui a fourni du carburant supplémentaire aux structures financières moins assujetties (shadow banking, hedge funds...), mais sans pour autant, améliorer le financement de l'économie réelle. Il y a un risque de bulle sur les valeurs numériques. Exemple : difficultés de Twitter. Qui dit taux très bas, dit recherche par les investisseurs d'actifs plus risqués et souvent moins liquides.

Pétrole, matières premières, la guerre des prix :

La production de brut excède aujourd'hui largement la demande mondiale, à cause de la guerre de marché que se livrent l'Amérique et les pays du Golfe. Les stocks se remplissent, les prix chutent... et la crise guette.

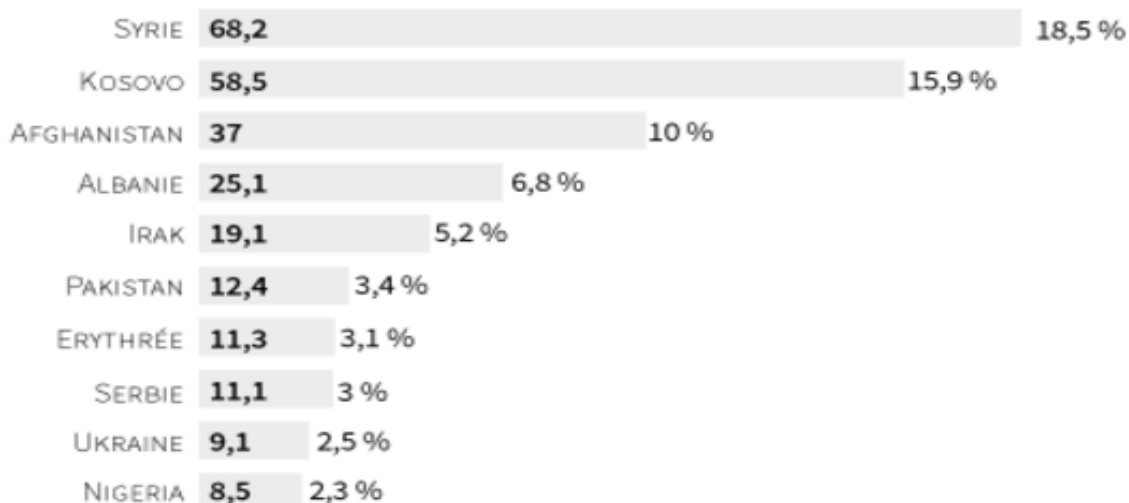
Cours du pétrole juin 2015 (Brent)



Le conflit entre l'Arabie Saoudite (pétrole conventionnel) et les Etats-Unis (pétrole de schiste) est relativement nouveau. Ce conflit politique provient de l'Arabie Saoudite qui ne veut pas baisser sa production. L'Iran qui devrait se retrouver très prochainement sur le grand échiquier du marché pétrolier mondial va redevenir un acteur majeur, ainsi la croissance de la capacité de production sera plus forte que la croissance de la demande.

Guerres et risques géostratégiques : Les gigantesques déplacements de populations sont une des caractéristiques de l'humanité depuis des millénaires. Ils ont de tout temps été provoqués par le chaos dans une région donnée - guerres, conflits, causes économiques et sociales, catastrophes naturelles etc...

Les dix principaux pays d'origine des primo-demandeurs d'asile dans l'UE, en milliers et en %, en 2015*



* Entre janvier et fin mai

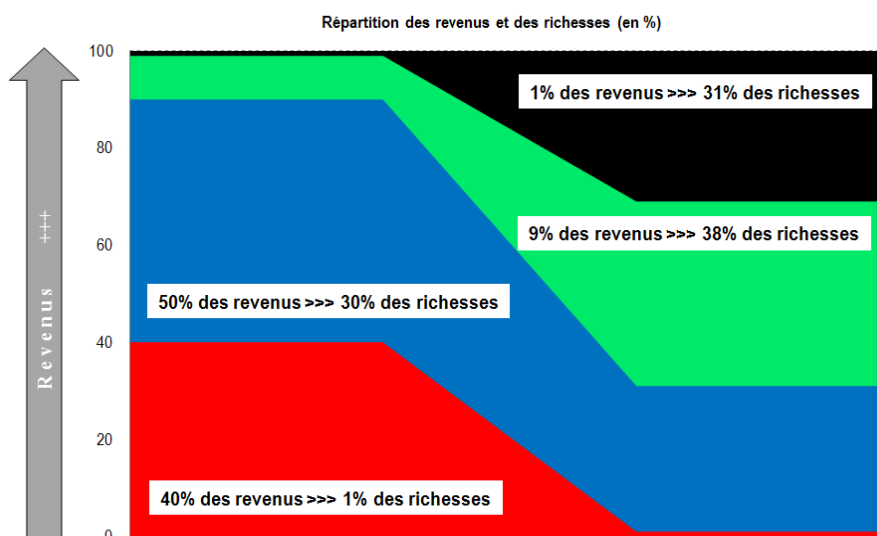
L'IMPACT DE LA CRISE

L'union monétaire demeure soumise à une croissance terne, reposant principalement sur la consommation des ménages. Au dernier trimestre de 2015, cette croissance de la zone euro est retombée de 0,4 % à 0,3 %. Depuis leur sortie de la longue récession de 2011-2013, les 17 pays de la zone n'ont pas connu collectivement de croissance supérieure à 0,4 % par trimestre. La zone euro, en réalité, ne s'est pas remise de la « purge austéritaire » engagée en 2010. Une telle croissance faible et sans élan ne permet pas de régler les problèmes structurels de la zone euro : manque d'investissement, vieillissement de la population, chômage de masse. Elle ne permet pas davantage à la zone euro de jouer un rôle moteur dans l'économie mondiale.

Les programmes d'austérité : les programmes d'austérité mis en œuvre dans toute l'Europe, fondés sur des mesures fiscales régressives et à courte vue se sont développés :

- la réduction forte des dépenses, particulièrement dans les services publics (y compris éducation, santé et protection sociale...), a décimé les mécanismes qui réduisent les inégalités et permettent une croissance équitable.
- Moins de cotisations sociales, pas plus d'investissements mais bien plus de dividendes (en proportion de la valeur ajoutée des sociétés non financières).
- La part des salaires dans le PIB avant la crise : - **10 points**.
- Les dividendes 2014 du CAC 40 : au plus haut depuis la crise : 45,8 Md'euros.
- Le cycle infernal de la déflation.

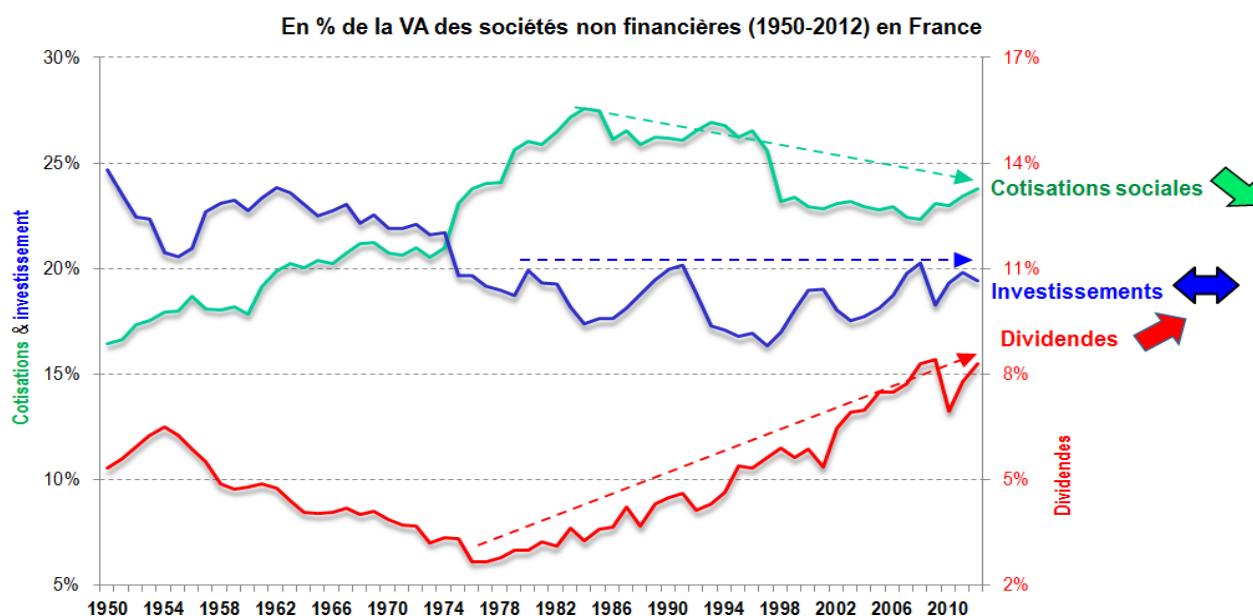
Inégalités croissantes en Europe



Source : Crédit Suisse, Oxfam (rapport septembre 2015)

Les nations européennes affichent des chiffres record de chômage de longue durée et des jeunes ; une génération de jeunes qui est et restera confrontée à des années de chômage. La valeur réelle des revenus moyens continue à s'effondrer, plus rapidement dans les pays ayant mis en œuvre des réductions des dépenses d'ampleurs, même ceux qui travaillent peuvent s'attendre à un niveau de vie bien inférieur à celui de leurs parents. En Europe, près d'un ménage d'actifs sur dix vit désormais dans la pauvreté. En 2011, au sein de l'Union Européenne, 120 millions de personnes vivaient dans la pauvreté. D'après les calculs d'Oxfam, ce nombre pourrait augmenter de 15 millions au moins et jusqu'à 25 millions si les mesures d'austérité se poursuivent. Les femmes seront les plus touchées. Pendant ce temps, les plus riches ont vu leur part de revenus totaux augmenter, alors que celle des plus pauvres diminuait. Si la tendance actuelle continue, certains pays européens afficheront bientôt des niveaux d'inégalité comptant parmi les plus élevés au monde.

Moins de cotisations sociales, pas plus d'investissements mais bien plus de dividendes (en proportion de la VA des SNF)



QUELLES ALTERNATIVES ?

Les grandes crises sociales combinent vers une extension de la lutte populaire vers une crise de la classe dirigeante. Il faudrait que le mouvement social soit structuré au niveau Européen pour contrecarrer la classe dirigeante Européenne. Cette situation n'est pas une fatalité. Il existe des solutions claires autres que la politique d'austérité actuelle. Le problème de la dette publique européenne doit être résolu par le biais d'un processus d'arbitrage transparent, qui peut inclure des restructurations ou des annulations de dettes. Le manque de régulation du système financier, que la crise économique a mis en lumière, doit également être réglé. Les gouvernements européens ne doivent plus se contenter de mesures d'austérité inefficaces. Ils doivent :

Investir dans l'humain et la croissance économique :

- donner la priorité à un programme de relance économique, en promouvant les investissements et les dépenses en capital ;
- cibler la création d'emplois ;
- protéger les budgets d'aide publique au développement de l'Union Economique et des États membres.

Investir dans les services publics :

- garantir une éducation publique, universelle et de grande qualité pour toutes et tous ;
- garantir des soins de santé publics, universels et de grande qualité et renforcer les systèmes de protection sociale permettant aux plus vulnérables de vivre dignement et de sortir de la pauvreté.

Renforcer la démocratie :

- promouvoir une plus grande participation aux processus démocratiques par toutes les parties prenantes ;
- assurer une plus grande transparence et une plus grande redevabilité des processus politiques ;
- améliorer la démocratie au travail, notamment une meilleure représentation des employés et des opportunités pour un meilleur partage des responsabilités.

Établir des systèmes fiscaux justes :

- mettre en œuvre des réformes progressives de la fiscalité, notamment un impôt sur le capital et sur les transactions financières ;
- lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, notamment par la transparence et l'échange d'informations financières, de nouvelles règles fiscales internationales et l'établissement de listes des paradis fiscaux.

En conclusion : La crise n'est pas conjoncturelle mais structurelle. Elle est maintenant globale : économique, financière, sociale, écologique. La mondialisation, la financiarisation, la libéralisation et la déréglementation en sont l'origine : c'est une crise du système capitaliste du XX^{ème} siècle. La montée des dettes et des déficits publics correspond à la socialisation des pertes et à l'étatisation de la bulle financière privée. La récession traduit l'affaissement du marché solvable et le ralentissement du commerce mondial induit par le tour de vis général. La crise est aggravée par les politiques d'austérité, qui n'ont pas la croissance pour priorité : elles ne sont pas « une erreur » mais une orientation délibérée contre le travail. Car l'enjeu de la phase actuelle est, pour le capital, de créer les conditions d'un nouveau mode d'accumulation et de profit basé sur la régression sociale et l'approfondissement des inégalités.

